

Arrêté préfectoral n° 69

portant mise en demeure
la société DESPLAT sur la commune de DIJON

Le Préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-7, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de la justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation, délivré le 17 octobre 2002 à la société DESPLAT ;

VU l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément « centre VHU » délivré le 26 octobre 2018 à la société DESPLAT ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012, applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 décembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 30 décembre 2020 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant dans un courrier daté du 14 janvier 2021 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 25 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2002 susvisé dispose :

« L'exploitant satisfait les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Quantité maximale annuelle produite (tonnes)	Conditions de stockage			Mode d'élimination
		Mode	Quantité maximale	Durée maximale	
Ferrailles	3 000	extérieur	250 t	2 mois	valorisation
Carcasses automobiles	720	extérieur	60 t	1 mois	valorisation
Electroménagers	600	extérieur	50 t	1 mois	valorisation
Fontes	720	extérieur	60 t	1 mois	valorisation
Batteries	180	benne dans bâtiment	10 t	2 semaines	valorisation

Papiers, cartons	480	extérieur	40 t	2 semaines	valorisation
Bois	170	extérieur	14 t	2 semaines	valorisation
Plastiques	25	extérieur	2 t	2 mois	valorisation
Moteurs automobiles	25	benne dans bâtiment	2 t	3 mois	valorisation
Métaux non ferreux	1 200	bâtiment	25 t	1 semaine	valorisation
Produits électroniques et électriques	85	extérieur et bâtiment	7 t	2 mois	valorisation
Pneumatiques usagés	6	extérieur	0,5 t	1 mois	Décharge autorisée ou valorisation après broyage sur site extérieur
Déchets ultimes après triage	240	extérieur	10 t	1 semaine	Décharge autorisée
Huiles de vidange	1,5	citerne dans bâtiment	600 l	4 mois	valorisation

[...]

Tout déchet non indiqué dans le dossier de demande d'autorisation du 23 juillet 2001, complété le 3 janvier 2002, est interdit sur le site. »

CONSIDÉRANT que l'article 41.III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé dispose :

« III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

[...]

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

[...]

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

[...] »

CONSIDÉRANT que l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé dispose :

« I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

[...]

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

[...] »

CONSIDÉRANT que l'article 14.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2002 susvisé dispose :

« Les eaux pluviales et de ruissellement des aires de stockage rejetées par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

Paramètres	Norme d'analyse	Concentration instantanée (en mg/l)
Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T 90101	125
Matières en suspension (MES)	NF EN 872	35
Hydrocarbures totaux (HCT)	NF T 90114	5
Pb	NFT 90027 et NFT 90112, FDT 90119, ISO 11885	0,5
Cu	NFT 90022, FDT 90112, FDT 90119, ISO 11885	0,5
Zn	FDT 90119, ISO 11885	2
Al	FDT 90119, ISO 11885, ASTM 8.57.79	2
Fe	NFT 90017 et NFT 90112, ISO 11885	2

»

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 23 octobre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas ces dispositions :

- article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé : la zone d'entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution est à proximité immédiate d'une benne de pneus et chenilles et d'une benne stockant des moteurs, ainsi que de carcasses de véhicules ;
- article 25 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et article 41.III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé : Il a été constaté les conditions de stockage suivantes pour l'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

- l'un des fûts, fermé et étanche, ne disposait pas de rétention ;
- 2 fûts de gasoil, fermés et étanches, étaient sans rétention ;
- 1 grande benne contenant des batteries n'était pas fermée.

- article 14.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : Dans le dernier rapport d'essai UPA-08906-15 WESSLING daté du 02/01/2020 sur l'analyse des rejets dans l'eau, il a été constaté le non-respect des valeurs limites de rejet dans le milieu naturel pour les paramètres suivants :

- les matières en suspension : 45 mg/l au lieu de 35 mg/l ;
- le fer : 3,5 mg/l au lieu de 2,0 mg/l.

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article

L. 171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société DESPLAT de respecter les prescriptions des articles 14.2 et 25 de l'arrêté préfectoral susvisé et des articles 41.I et 41.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société DESPLAT exploitant un centre VHU et une installation de collecte, tri et regroupement de déchets non dangereux (métaux) sise 21 rue du Bailly – ZAE CAPNORD sur la commune de DIJON est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en s'assurant que la zone d'entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation ;
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 25 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et article 41.III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en modifiant les conditions de stockage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage, notamment en :
 - en stockant les fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage dans des récipients fermés, étanches et sur rétention ;
 - en stockant les batteries dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 14.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation :
 - en mettant en place des actions pour revenir sous les valeurs limites de rejet dans le milieu naturel pour les paramètres suivants :
 - les matières en suspension ;
 - le fer ;
 - en transmettant à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais le compte-rendu d'analyse des rejets en eaux, prévu d'être réalisé au mois de janvier 2021.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DESPLAT.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de la justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de la ville de DIJON, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à DIJON, le 25 janvier 2021

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

SIGNE

Christophe MAROT